

MOTION adoptée à l'unanimité des 33 présents  
en stage syndical le 14/11 à Montpellier

Nous, enseignants et AESH, syndiqués et non syndiqués, réunis en stage syndical avec le SNUDI FO 34, n'acceptons pas la dégradation constante de nos conditions de travail et son aggravation.

L'inclusion à tout prix plonge les élèves et les personnels dans une maltraitance inacceptable qui n'a que trop duré. Faute de places en établissements spécialisés, plus de 500 élèves sont actuellement privés de leurs droits à une scolarisation adaptée à leurs besoins dans notre département. Ils sont 24 000 en France. Avec les PIAL et la mutualisation, les AESH sont devenus des pions effectuant des miettes d'accompagnement.

Nous dénonçons la mascarade de cette école inclusive, qui ne sert qu'à cacher les économies budgétaires faites sur les dos des élèves, et des personnels.

**Nous donnons rendez vous devant le Rectorat le mercredi 20 novembre à 14H, à l'appel de FO pour exiger l'arrêt de ce désastre et en particulier:**

- **des places en urgence pour tous les élèves notifiés IME/ITEP/ULIS !**
- **le recrutement immédiat de 200 AESH supplémentaires dans les classes du département!**

Nous dénonçons les mesures Kasbarian qui augmentent à 3 les jours de carence et diminuent le salaire à 90% lors des arrêts maladies. C'est la double peine : maladie et perte de revenu. Tout ceci alors que nous sommes déjà privés de médecine du travail, tout comme nos élèves sont privés de médecine scolaire ! Tout ceci alors que le gouvernement a imposé à tous 2 années supplémentaires avec sa réforme des retraites ! Et qu'il prévoit la suppression de 3155 postes d'enseignants dans les écoles pour la rentrée 2025 !

Alors que nos salaires sont bloqués, et que ceux des AESH sont indignes !

Alors que ministres ou ex-président méprisent et salissent régulièrement l'Ecole Publique et ses personnels !

**Cela suffit ! C'est intolérable !**

Nous refusons ces mesures d'austérité contre nos droits, notre pouvoir d'achat et nos conditions de travail.

Nous réaffirmons nos exigences :

- abrogation de l'acte 2 de l'école inclusive, et abandon des PIAL !
- prise en charge à 100% des arrêts maladie sans aucun jour de carence !
- abrogation de la réforme des retraites !
- augmentation immédiate de la valeur du point d'indice !
- annulation des 4000 suppressions de postes pour la rentrée 2025 et création des postes d'enseignants nécessaires dans les classes, pour le remplacement et pour l'enseignement spécialisé !
- un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH
- retrait de toutes les contre-réformes qui détruisent l'Ecole publique !

Il nous faut donc préparer un vrai rapport de force pour stopper ces attaques sans précédents. Pas une nouvelle journée d'action pour protester, pas une manifestation sans lendemain, mais la grève, la grève pour gagner, la grève jusqu'à obtention de nos revendications.

Nous appelons les collègues à se regrouper dans les RIS et les stages syndicaux, dans leurs écoles pour discuter de cette question centrale. Réfléchissons ensemble à tous les moyens de rendre visibles notre colère et nos revendications.

L'appel à la grève reconductible de la totalité des organisations syndicales des cheminots à partir du mercredi 11 décembre est un point d'appui pour une mobilisation interprofessionnelle de grande ampleur. Nous estimons que les organisations syndicales de fonctionnaires devraient appeler à la grève au même moment.

Nous sommes prêts à nous engager dans la grève à partir du mardi 10 décembre, veille de l'appel à la grève des cheminots, jusqu'à obtention de nos revendications.

Nous allons faire connaître cette motion partout : à nos collègues, aux agents territoriaux, et aux fédérations de parents pour qu'ils nous rejoignent.